

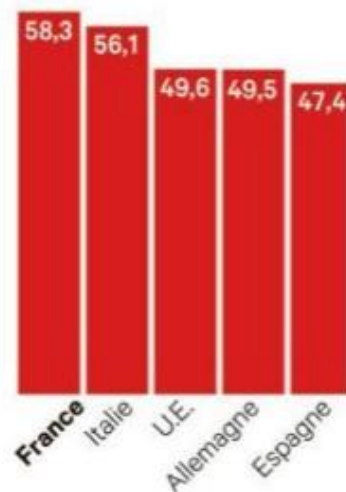
**Enquête** Reportage à Kazan, place forte de la tech russe et ville vitrine de Poutine // P. 13

## Dépense publique : ce qui distingue la France de ses voisins

**FINANCES PUBLIQUES** C'est un état des lieux qui va interpeller, alors que le gouvernement recherche activement 20 milliards d'économies pour boucler son budget 2025. Une étude du site spécialisé en finances publiques Fipeco vient montrer que la France continue de dépenser plus que la moyenne européenne dans quasiment tous les domaines, la crise sanitaire n'ayant pas bouleversé la donne sur le Vieux Continent. L'étude montre que l'Hexagone donne par rapport aux pays voisins la priorité à quelques postes, notamment les retraites et la santé, au détriment de l'éducation et de la sécurité intérieure. Pour autant, malgré ce constat qui interpelle, Emmanuel Macron a fermé la porte à toute mesure sur les pensions, notamment pour des raisons électorales. // **PAGE 2**

### Les dépenses publiques

En % du PIB, en 2022



SOURCES : FIPECO, EUROSTAT

el

# Dépense publique : la France donne la priorité aux retraites et à la santé

- La France dépense plus que la moyenne européenne dans quasiment tous les domaines, selon une étude du site Fipeco.
- Alors que 20 milliards d'économies sont recherchés pour 2025, le chef de l'Etat refuse toute mesure sur les pensions.

## FINANCES PUBLIQUES

Renaud Honoré

En pleine tournée promotionnelle pour « La Voie française », son livre programme en vue de l'élection présidentielle de 2027, Bruno Le Maire répète ces jours-ci dans tous les médias possibles qu'il faut « remplacer l'Etat-providence par l'Etat protecteur ». Pour le ministre de l'Economie, « le temps des choix est venu » sur la dépense publique. Est-il prêt à en assumer toutes les conséquences politiques ?

Une étude publiée ce mardi par le site spécialisé Fipeco vient décrire les spécificités de la dépense publique de la France par rapport à ses voisins européens, en mettant en évidence le poids des retraites. Une priorité donnée de fait aux pensions au détriment d'autres dépenses pour l'éducation et la sécurité intérieure notamment. « La France dépense plus que ses voisins quasiment partout. Néanmoins, au vu de leur importance, les pensions de retraite sont le premier poste qui demande des mesures d'économies », juge François Ecalle, ancien magistrat à la Cour des comptes et créateur du site Fipeco.

du PIB, est plus élevé en France que dans l'Union européenne pour toutes les fonctions à l'exception des transports, de la sécurité intérieure et de la justice », décrit l'étude.

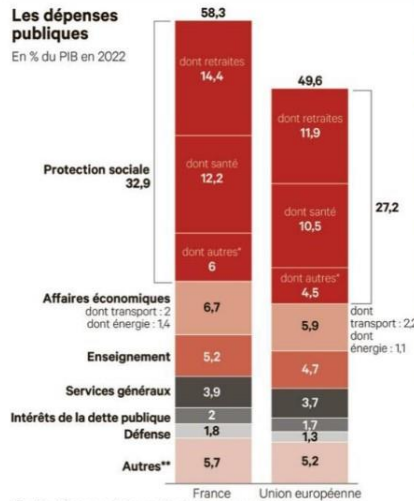
Quelques postes sont toutefois encore mieux traités que les autres. En premier lieu les retraites, auxquelles sont consacrées des sommes représentant 14,4 % du PIB, soit un montant supérieur de 2,5 points à la moyenne européenne. La santé surpasse aussi (12,2 % du PIB contre 10,5 %) ainsi que le chômage (1,7 % contre 1,2 %). Tout agrégé, la protection sociale représente 32,9 % du PIB, contre 27,2 % au niveau européen.

### La recherche accuse un retard de 0,6 point de PIB par rapport à la moyenne européenne.

Si elle dépense beaucoup partout, la France donne toutefois la priorité à certaines dépenses. L'étude Fipeco montre ainsi que les retraites totalisent 24,7 % du total des dépenses, contre 23,9 % en Europe. D'autres postes n'ont pas à se plaindre, tels le logement (3,5 % du total contre 2,6 % en Europe), l'environnement (1,9 % contre 1,6 %) et la défense (3,1 % contre 2,6 %).

## Les dépenses publiques

En % du PIB en 2022



\* Famille, chômage, exclusion sociale et aides personnelles au logement.  
\*\* Sécurité intérieure et justice, loisirs et culture, aides à la pierre et équipements collectifs, protection de l'environnement, recherche fondamentale.



## Spécificité française

Pour parvenir à ces conclusions, l'étude s'est penchée sur la publication récente d'Eurostat qui ventile la dépense publique par grands secteurs pour tous les pays européens. Premier constat : la crise sanitaire n'a pas remis en cause le leadership hexagonal. « Les dépenses publiques de la France représentaient 58,3 % du PIB en 2022 contre une moyenne de 49,6 % dans l'Union européenne », rappelle la note. L'Allemagne se positionne à la moyenne européenne, les Pays-Bas sont très en retrait (43,5 %) tandis que seule l'Italie nous talonne (56,1 %).

Cette spécificité française s'applique à quasiment tous les domaines de l'action publique. « Le poids des dépenses publiques, en pourcentage

contre 2,6 %).

« Cette priorisation, par rapport à celle des autres pays, s'est faite au détriment de l'enseignement, de la recherche, des transports, de la sécurité intérieure et des fonctions support », pour lesquelles la France dépense moins que ses voisins, rappelle la note. Sur l'éducation (9 % des dépenses en France), la comparaison est cruelle avec les Pays-Bas (11,6 %). La recherche accuse un retard de 0,6 point de PIB par rapport à la moyenne européenne.

Quelles conclusions tirer de cet état de lieux, alors que le gouvernement cherche 20 milliards d'économies pour son budget 2025 ? Il paraît difficile d'avoir des résultats tangibles sans poser la question des retraites. « Un point de sous-indexation sur les pensions, cela représente

3 milliards d'euros d'économies. Cela peut être justifié car le niveau de vie des retraités est supérieur à celui de la population », estime François Ecalle.

Problème : Emmanuel Macron ne veut pas en entendre parler, alors que son électorat affiche une chevelure de plus en plus grise. « En comparaison, faire des économies sur la santé paraît bien plus compliqué à mettre en œuvre car cela demande des réformes profondes et pas seulement paramétriques », relève l'ancien magistrat à la Cour des comptes. Les aides aux entreprises méritent sans doute d'être scrutées, alors qu'elles s'inscrivent dans un poste (les affaires économiques) où

la France dépense plus que ses voisins. « Le crédit impôt recherche avait été justifié à sa création par le fait que le taux d'imposition sur les sociétés était plus élevé en France. Sur 7 milliards de dépenses, il y a sans doute 1 ou 2 milliards d'économies à faire », juge François Ecalle.

Mais ceux qui assurent – comme chez LR – que la solution réside dans une attaque contre « l'administration administrante » risquent d'être déçus, la France dépensant moins pour ses « fonctions support » que la moyenne européenne. « On peut faire des économies, mais ça ne sera pas miraculeux », prévient le fondateur de Fipeco. ■